



Contre les idées xénophobes et la montée des partis populistes en Europe

Depuis 2008, la crise économique internationale a particulièrement touché les travailleuses et travailleurs. Alors que les indicateurs macroéconomiques se sont améliorés pour les actionnaires et les multinationales, la classe ouvrière en subit encore les effets: l'austérité reste le maître mot, les salaires sont gelés depuis longtemps, les services publics sont démantelés, les emplois se font de plus en plus rares et plus précaires, les jeunes ont du mal à intégrer le marché du travail dans de bonnes conditions. De même, les systèmes de retraite et le pacte social de solidarité issu de la Seconde Guerre mondiale, sont en danger à cause de politiques libérales partout sur le territoire Européen.

Les différences entre les plus riches et les plus pauvres d'Europe s'accroissent et la vision d'une "Europe sociale", c'est-à-dire une société fondée sur les principes démocratiques et la justice sociale, est en déclin. Sur notre territoire, en Catalogne, 13% des travailleurs sont pauvres; en Occitanie, 21.5% de la population active est en situation de précarité.

C'est dans ce contexte politique et social que les partis d'extrême droite trouvent un terrain pour attirer les votes par des discours faussement sociaux sur la sécurité et la haine de l'étranger comme solution au chômage et à l'insécurité actuelle.

Nous, syndicalistes de Catalogne et d'Occitanie, nous ne pouvons entendre cela sans réagir.

Les organisations syndicales du CSIR Pyremed sous l'égide de la CES, demandent que:

1. L'Union européenne garantisse les droits fondamentaux humains.
L'UE est née pour garantir un avenir de paix sur notre continent. C'est pourquoi nous ne pouvons pas accepter que des politiques migratoires violant les droits de l'homme soient défendues, ni que la gestion des flux migratoires vers des pays tiers soit externalisée en échange d'argent.
2. Un pilier social Européen fort maintenant
La solution à la crise économique et institutionnelle que nous vivons consiste à renforcer et imposer un pilier social Européen fort: l'éducation, la santé et les services sociaux et publics, ainsi qu'un système fiscal progressif réduisant les inégalités dans nos sociétés et entre les états membres. Toutes les discriminations doivent être combattues à commencer par les discriminations salariales femmes/hommes qui imposent aux Femmes Européennes de travailler 16% moins payées que les hommes en moyenne.
3. Les travailleurs européens doivent participer aux élections européennes de mai 2019 en exigeant une politique Européenne plus sociale. L'abstention serait la plus mauvaise des solutions à ces enjeux majeurs pour l'avenir.

Le CSIR Pyremed/Pirimed, les organisations syndicales qui le compose, sont appelés ses affiliés à combattre les politiques de haine et de discriminations contre les étrangers ou migrants et encourage les travailleurs et travailleuses à lutter contre les idées xénophobes qui mettent en danger notre modèle de coexistence fondé sur la démocratie et les libertés sociales et politiques.

Barcelona, 7 novembre 2018